

**AUTORISATION TEMPORAIRE
D'OCCUPATION DU DOMAINE
PUBLIC ROUTIER**

RÉF : N° 2024-451-CM

**En date du 08-07-2024
(24-443)**

**STATIONNEMENT
CIRCULATION**

96 RUE MARECHAL CLAUZEL

**LE 25 JUILLET 2024
DE 7H30 A 12H00**

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

Le Maire de la Commune de Pamiers,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

- L'article 2212-2 et suivants, relatif à la compétence de la police municipale en vue d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques.
- Les articles L.2213-1 à L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police du maire en matière de stationnement et de circulation.

Vu le Code de la Route et notamment les articles R411-1 à R411-32 ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

Vu le Code de la Sécurité Intérieure notamment l'article R.511-1 ;

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et modifiée le 6 novembre 1992

Vu l'arrêté de Police Municipale du 15 avril 1976, les arrêtés complémentaires et modificatifs,

Vu l'arrêté municipal du 15.07.2020 portant délégation de signature,

Vu la délibération traitant des tarifs des services publics communaux

Considérant la demande en date du **04 juillet 2024** émanant des **Déménagements Duez** représentés par madame **Duez demeurant 19 rue de Berga - 09400 Tarascon sur Ariège** pour le compte de madame Palmade Marlène,

Considérant que le présent arrêté ne concerne que l'occupation du domaine public routier et ne libère pas le pétitionnaire de ses obligations éventuelles envers d'autres services municipaux ou administrations,

Considérant qu'il importe de prendre les mesures de police qui s'imposent afin de garantir la sécurité du personnel intervenant, ainsi que des usagers de la voie publique.

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : OBJET

Les **Déménagements Duez** sont autorisés à occuper le domaine public et à stationner un camion et un monte meubles au droit du 96 rue Maréchal Clauzel et de dévoyer la circulation par les places de stationnements.

ARTICLE 2 : LA DURÉE

Le pétitionnaire est tenu de réaliser et de terminer le déménagement dans la période du **25 juillet 2024 entre 7h30 et 12h00**.

ARTICLE 3 : LA CONFORMITÉ

- Obligation est faite au pétitionnaire de **se conformer strictement à sa demande, aux prescriptions** du présent arrêté ainsi qu'à la stricte affectation du Domaine Public Routier.

-Obligation est faite au pétitionnaire **d'afficher la présente autorisation** à chaque extrémité de la zone d'intervention.

ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS

Le pétitionnaire est tenu au strict respect des prescriptions suivantes :

- De respecter les prescriptions techniques, mentionnées dans sa permission de voirie, le cas échéant.

- **De parfaitement sécuriser le chantier et/ou la zone d'intervention par tous les moyens nécessaires aux moyens de matériels de sécurité adéquats.** Exemple non exhaustif : l'affichage de la mention « piétons passez en face », de l'éclairage, de bandes réfléchissantes, de cônes, de rubalise ... afin que par tous les moyens nécessaire la zone d'intervention soit parfaitement sécurisée et visible de tous les usagers de la voie publique.

ARTICLE 4.1 : PRESCRIPTIONS DE CIRCULATION

- La vitesse est limitée à 30km/h.

- La circulation est déviée sur les places de stationnements, entre le n° 53 et le n° 53 ter.

ARTICLE 4.2 : PRESCRIPTIONS D'EMPRISE

- Une emprise est accordée au pétitionnaire au droit du n° 96 rue Maréchal Clauzel pour un véhicule et une monte meubles.

ARTICLE 4.3 : PRESCRIPTIONS DE STATIONNEMENT

- Le stationnement est interdit et considéré comme gênant, sur **toutes les places de stationnement situées entre le n° 53 et le n° 53 ter rue Maréchal Clauzel pour permettre la circulation des véhicules.**

ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIÈRES

La présente autorisation d'Occupation du Domaine Public est délivrée à titre payant, conformément à la délibération des tarifs des services publics communaux.

Somme à régler auprès du Trésor Public dès réception de « **l'Avis de somme à payer** » émis par celui-ci : **26,40€**
8 places X 3,30€ = 26,40€

ARTICLE 6 : SIGNALISATION

La signalisation réglementaire de police est fournie, mise en place, entretenue puis repliée par les Services Techniques Municipaux **au plus tard le 17 juillet 2024.**

La pré-signalisation et la signalisation réglementaire de chantier sont fournies, mises en place, entretenues puis repliées par le pétitionnaire.

ARTICLE 7 : APPLICATION

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale, et **les Déménagements Duez, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.**

ARTICLE 8 : RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication, soit d'un recours gracieux auprès de Madame le Maire, soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif.

ARTICLE 9 : AMPLIATION

Copie pour application :

Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,
Monsieur le Chef de service de la Police Municipale,
Les Déménagements Duez.

Copie pour information :

CCPAP

Fait en l'Hôtel de Ville de Pamiers, le neuf juillet deux-mille vingt-quatre.

Pour extrait conforme au registre

Pour le Maire,
Le Maire Adjoint,
Fabrice BOUHUT.

